

Après l'illibéralisme? La Pologne à l'heure des défis

Les élections législatives de l'automne 2023 en Pologne, présentées comme historiques, ont acté le départ du parti PiS (Droit et Justice) et l'installation d'un gouvernement qui se revendique pro-européen. Si ce dernier entend refermer la parenthèse illibérale ouverte par le PiS en 2015, plusieurs défis se présentent à lui.

Valentin BEHR, chargé de recherche au Centre européen de sociologie et de science politique (CNRS)

C'est un « revenant », Donald Tusk, qui mène la coalition gouvernementale sortie des urnes suite aux élections législatives d'octobre 2023, en Pologne. Il avait déjà dirigé le gouvernement de 2007 à 2014, avant de présider le Conseil européen. Cette coalition associée à la Coalition civique de Tusk deux autres formations politiques : Troisième Voie (classée à droite) et Nouvelle Gauche. Le parti conservateur Droit et Justice (PiS), bien qu'arrivé en tête des élections, est relégué dans l'opposition, faute d'avoir obtenu une majorité au Parlement. Il conserve néanmoins (au moins jusqu'en 2025) la présidence de la République en la personne d'Andrzej Duda, ainsi que de nombreux soutiens au sein de la haute administration et des tribunaux. Le Tribunal constitutionnel fait notamment la part belle aux fidèles du PiS.

Le gouvernement Tusk s'est fixé pour objectif la restauration de l'Etat de droit afin de normaliser les relations avec l'Union européenne, mises à mal entre 2015 et 2023. Cela s'est traduit par un abandon du recours déposé par le gouvernement PiS auprès du Tribunal constitutionnel, afin de s'opposer à la ratification de la Convention d'Istanbul, dans laquelle les conservateurs voyaient un cheval de Troie de « l'idéologie du genre »⁽¹⁾.

Sur d'autres fronts, mettre fin à l'illibéralisme tout en respectant le cadre légal s'annonce malaisé, sachant que Duda entend opposer son veto aux lois votées par la nouvelle majorité parlementaire. En entreprenant de « dépolitiser » au plus vite la télévision publique, inféodée au PiS



© CONSEIL EUROPÉEN

Le gouvernement de Donald Tusk s'est fixé pour objectif la restauration de l'Etat de droit afin de normaliser des relations avec l'UE mises à mal entre 2015 et 2023.

depuis 2015, le nouveau gouvernement a accredité à son tour l'idée que le pouvoir faisait un usage discrétionnaire des médias publics⁽²⁾. Cet enjeu, tout comme celui de la nomination des juges, a donné lieu à de premières passes d'armes entre Tusk et Duda⁽³⁾.

Des ruptures et des continuités

Le caractère hétéroclite de la coalition gouvernementale constitue un autre défi. Troisième Voie s'affiche comme libérale sur le plan économique et conservatrice sur le plan culturel et moral. Tout le contraire de Nouvelle Gauche. Le droit à l'avortement constitue une pomme de discorde au sein de la nouvelle majorité. La gauche et la Coalition civique se prononcent pour un droit à l'avortement « à la demande », élargi par rapport à la loi très restrictive en vigueur

avant le jugement du Tribunal constitutionnel, qui a invalidé en 2020 la possibilité d'avorter en cas de malformation du fœtus, soit l'écrasante majorité des avortements légaux en Pologne. Troisième Voie s'y oppose, et plaide pour l'organisation d'un référendum. Une nouvelle loi s'exposerait en outre à un veto présidentiel et à un rejet du Tribunal constitutionnel.

Sur la politique migratoire, enfin, il faut plutôt s'attendre à de la continuité. On sait que le PiS avait joué sur la supposée menace migratoire pour emporter les élections de 2015, dans le contexte de crise des réfugiés. Les déclarations répétées de Donald Tusk, hostile au principe de relocalisation des migrants au sein des pays de l'UE, augurent du maintien d'une position ferme sur le sujet à Varsovie⁽⁴⁾. La parenthèse illibérale est en train de se refermer, mais le libéralisme réellement existant n'est pas pour autant l'allié indéfectible des droits humains. ●

(1) Il s'agit de la Convention du Conseil de l'Europe sur la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique (2014).

(2) Agata Pyka, « Report finds pro-government bias at state TV after Tusk takeover », Notes from Poland, 23 février 2024 (<https://notesfrompoland.com/2024/02/23/report-finds-pro-government-bias-at-state-tv-after-tusk-takeover/>).

(3) Alicja Ptak, « "Please stop trying to violate the law", President Duda tells PM Tusk », Notes From Poland, 15 janvier 2024 (<https://notesfrompoland.com/2024/01/15/please-stop-trying-to-violate-the-law-president-duda-tells-pm-tusk/>).

(4) Daniel Tilles, « "Survival of Western civilisation" depends on stopping uncontrolled migration, says Polish PM Tusk », Notes From Poland, 12 février 2024 (<https://notesfrompoland.com/2024/02/12/survival-of-western-civilisation-depends-on-stopping-uncontrolled-migration-says-polish-pm-tusk/>).